



Assemblée générale

Distr. générale
30 avril 2007
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Points 123 et 132 de l'ordre du jour

Gestion des ressources humaines

Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles et rapport d'ensemble élaboré en application de la résolution 59/296 de l'Assemblée générale sur l'exploitation et les abus sexuels, dont la formulation de politiques générales, la mise en place du dispositif envisagé pour s'occuper des questions relatives à la conduite du personnel et la justification exhaustive des ressources demandées

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles (A/60/861) ainsi que le rapport d'ensemble qu'il a élaboré en application de la résolution 59/296 de l'Assemblée générale sur l'exploitation et les abus sexuels, dont la formulation de politiques générales, la mise en place du dispositif envisagé pour s'occuper des questions relatives à la conduite du personnel et la justification exhaustive des ressources demandées (A/60/862).
2. À sa demande, le Comité consultatif a été informé de l'état des dispositions visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles et des activités menées dans le domaine de la déontologie et de la discipline. Dans les paragraphes qui suivent, il présente ses observations sur un certain nombre de points.
3. Le Comité consultatif a appris que les activités menées dans le domaine de la déontologie et de la discipline avaient été divisées en trois volets : a) la prévention (uniformisation des normes, formation, information et sensibilisation, détente et loisirs du personnel); b) la mise en œuvre (enquêtes, contrôle et suivi, gestion des



données); et c) la réparation (aide aux victimes, indemnisation de ces dernières, réhabilitation des fonctionnaires accusés à tort).

4. Le Comité consultatif a également été informé qu'en 2006/07, les postes relatifs à la déontologie et à la discipline financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) se répartissaient comme suit :

Tableau 1

<i>Mission^a</i>	Total	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>
MONUC	14	7	7
MINUS	10	5	5
MINUL	7	4	3
MINUSTAH	7	4	3
ONUCI	7	4	3
MINUK	7	5	2
ONUB	6	3	3
FINUL	6	5	1
MINUT	5	4	1
MINUEE	3	2	1
MANUA	2	1	1
MONUG	2	1	1
MINURSO	2	1	1
MANUI	2	1	1
BINUSIL	1	1	0
MINUNEP	1	1	0
Total^b	82	49	33

^a MONUC : Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo; MINUS : Mission des Nations Unies au Soudan; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti; ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo; ONUB : Opération des Nations Unies au Burundi; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban; MINUT : Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste; MINUEE : Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan; MONUG : Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq; BINUSIL : Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone; MINUNEP : Mission des Nations Unies au Népal.

^b Le Comité a été informé que tous les postes relatifs à la déontologie et à la discipline financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) étaient actuellement pourvus, à l'exception de ceux de la MONUG, de la MANUI et de la MINUNEP.

5. Il y a deux catégories de fautes professionnelles. La catégorie I comprend les cas graves et complexes (affaires pénales graves et cas d'exploitation et de violence

sexuelles); la catégorie II comprend les cas de moindre gravité (questions relatives au personnel, différends portant sur les contrats et problèmes de gestion de base).

6. S'agissant des fautes relevant de la catégorie I ayant trait à l'exploitation et à la violence sexuelles, le Comité consultatif a reçu les informations actualisées figurant dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2

<i>Année</i>	<i>Nombre d'allégations de fautes relevant de la catégorie I^a</i>
2004	105
2005	340
2006	357
2007 (premier trimestre)	43
Total	845

^a Allégations ayant trait uniquement à l'exploitation et à la violence sexuelles.

Lors du premier trimestre de 2007, des enquêtes concernant 396 membres du personnel (274 militaires, 24 policiers et 98 civils) ont été effectuées.

7. Le Comité consultatif relève dans le tableau 2 ci-dessus que, si le nombre de cas d'exploitation et de violence sexuelles a augmenté durant les deux années qui ont suivi la création de l'Équipe déontologie et discipline, il est maintenant en diminution. Il relève également dans le récent rapport d'enquête du Bureau des services de contrôle interne sur les allégations d'exploitation et de violence sexuelles à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, dans la région de l'Ituri (Bunia) que, bien que l'on ait reçu des allégations portant sur 217 cas d'exploitation sexuelle et « que l'on ait manifestement affaire à un comportement répandu, il a été quasiment impossible de corroborer les allégations de manière irréfutable ». Le rapport conclut que dans une seule de ces 217 affaires, il existait des preuves suffisantes pour corroborer les allégations. **Le Comité compte que la mise en œuvre de la stratégie définie dans le rapport du Secrétaire général (A/60/862), laquelle prévoit notamment la formation des militaires, des civils et du personnel de police, entraînera une diminution sensible du nombre de fautes graves.**

8. S'agissant des fautes relevant de la catégorie II, le Comité consultatif a été informé que 416 allégations en tout avaient été portées en 2006 contre le personnel du Département des opérations de maintien de la paix. Lors du premier trimestre de 2007, 132 allégations de fautes relevant de la catégorie II ont été signalées, ce qui représente une augmentation de 26 % par rapport au premier trimestre de 2006.

9. Au paragraphe 52 de son rapport récent sur le Rapport du Groupe de la refonte du système d'administration de la justice de l'Organisation (A/61/815), le Comité consultatif a indiqué qu'il formulerait ses observations sur les recommandations concernant les questions disciplinaires lorsque le Secrétaire général aurait soumis son rapport sur les résultats des travaux du Groupe de travail intersessions du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel. Des mesures

disciplinaires pour faute sont en cours d'élaboration. **Dans le contexte de la refonte du système de justice interne, il y a lieu d'insister sur l'importance des fautes graves et en particulier de celles qui ont trait à l'exploitation et à la violence sexuelles, de façon qu'un dispositif efficace soit élaboré et mis en place à l'échelle de l'Organisation.**

Conclusion

10. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre à sa soixante et unième session concernant les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont décrites dans les rapports du Secrétaire général (A/60/861, par. 22, et A/60/862, par. 64). **Le Comité recommande à l'Assemblée générale de prendre acte de ces rapports.**
